



A l'heure où les faits de harcèlement sexuel secouent la société, les acteurs de l'école s'interrogent, conscients que leurs établissements ne sont pas des sanctuaires. Une enquête du ministère de l'éducation, publiée le 21 décembre, donne une idée de l'ampleur du phénomène au collège. Un peu moins de 5% des élèves disent avoir subi des baisers forcés, 6% témoignent de caresses for-

cées. Et 7,5% d'actes de voyeurisme. Des chiffres qui s'appuient sur du déclaratif et que les spécialistes jugent sous-estimés. Une étude d'un sociologue sur le cybersexisme en 2015-2016 dans une douzaine d'établissements franciliens arrive à des résultats plus alarmants : 29% des jeunes filles et 16% des jeunes garçons y affirment avoir, dans ce cadre, été victimes de violences sexistes.

Face au harcèlement sexuel, les collèges sont peu armés

Elèves et encadrants sont souvent démunis face à un phénomène dont l'ampleur reste mal appréhendée

Pour Fazia Bensaadi, c'est la «tolérance zéro» qui prévaut. Une remarque sexiste dans sa classe, un geste déplacé, et cette professeure d'histoire-géographie dans un collège de Bobigny (Seine-Saint-Denis) interrompt immédiatement le cours. «*La dernière fois, c'était quand une élève s'est mise à pleurer en classe; elle avait été traitée de pute sur les réseaux sociaux après avoir refusé les avances d'un camarade*», raconte-t-elle. La fois d'avant, un garçon de 12 ans avait touché les fesses d'une fille du même âge. «*Je veux que mes élèves impriment que c'est suffisamment grave pour que le monde s'arrête un moment de tourner*, explique l'enseignante; *que ce n'est pas parce qu'ils sont des enfants qu'ils peuvent toucher le corps d'un autre sans y avoir été invités.*»

Deux incidents recensés sur une année scolaire, cela peut paraître peu. Fazia Bensaadi a pourtant le sentiment que ces violences sont

«récurrentes». A l'heure où les faits de harcèlement sexuel secouent la société, les acteurs de l'école (enseignant, infirmières scolaires ou psychologues, proviseurs ou surveillants), conscients que leurs établissements ne sont pas un sanctuaire, s'interrogent sur l'ampleur du phénomène entre élèves. Et sur ce qu'ils font pour l'endiguer... ou pas.

Statistiquement, rien de massif: l'enquête sur le climat scolaire en collège, rendue publique le 21 décembre par le service statistique du ministère de l'éducation (DEPP), fait état, en 2017, d'un peu moins de 5% d'élèves déclarant avoir subi des baisers forcés (5,3% de filles, 4,2% de garçons). Ils sont 6% à témoigner de caresses forcées (7,6% de filles, 4,5% de garçons). Et 7,5%, filles comme garçons, d'actes de voyeurisme – dans les gymnases, les toilettes... Sur ces trois points, on ne distingue pas d'évolution significative par rapport à la précédente enquête de victimation, en 2013. Les insultes à caractère sexiste, elles,

augmentent: 8,3% des collégiens en déclarent aujourd'hui, contre 5,5% il y a quatre ans.

Dans un collège où plus de 9 élèves sur 10 disent, dans le même temps, «se sentir bien», que penser d'une telle photographie statistique? Elle ne dit pas tout, répondent nombre de chercheurs. «*La France a eu beaucoup de retard à l'allumage*, observe Johanna Dagorn, chercheuse à l'Observatoire européen de la violence à l'école. *Jusqu'à il y a une dizaine d'années, dans une logique d'indifférence aux différences, pour paraphraser Bourdieu, on ne prenait pas en compte les variables sexuées quand on travaillait sur le harcèlement scolaire.*» Façon de dire qu'on pensait l'élève sans distinction entre fille et garçon. «*Et on est encore un peu prisonnier de notre universalisme*, renchérit Amandine Berton-Schmitt, chargée d'études au centre Hubertine-Auclert. *Au nom d'une école de la République une et indivisible, on a du mal à assumer une approche discriminée entre les sexes.*»



Autre limite : les enquêtes de victimation, même lorsqu'elles s'adressent à un public d'âge scolaire, s'appuient sur du « déclaratif », comme disent les sondeurs. Or, « si c'est au collège que le harcèlement est le plus significatif, c'est aussi un âge où l'on en parle très peu », rappelle Johanna Dagorn.

Il faut « de la maturité » pour briser les tabous

La page Facebook « Paye ton bahut », lancée début 2017 pour dénoncer les « pires remarques sexistes » entendues dans les établissements, n'a pas fait tache d'huile. Quant au mot-dièse #balancetonporc, apparu dans le sillage de l'affaire Weinstein cet automne, il n'a guère mobilisé les collégiens et les lycéens. « Pour qu'il y ait prise de parole, encore faut-il qu'il y ait prise de conscience », note Benjamin Moignard, chercheur à l'université Paris-Est-Créteil. Mais, à 14 ou 15 ans, peut-on vraiment, sans accompagnement, faire la part des choses entre ce qui relève du jeu, de la séduction ou d'une possible agression ? L'étude sur le cybersexisme que ce sociologue a codirigée en 2015-2016, dans une douzaine d'établissements franciliens, arrive à des résultats plus alarmants que le tableau brossé à l'échelle nationale : 29 % des jeunes filles et 16 % des jeunes garçons ont affirmé, dans ce cadre, avoir déjà subi des violences sexistes.

« Souvent, le cyberharcèlement ne vient que prolonger une violence physique déjà bien installée en milieu scolaire », observe Benjamin Moignard. Le phénomène est accentué par les réseaux sociaux, mais il ne vient pas d'eux. » De quoi relativiser l'impact de la promesse de

campagne faite par le candidat Macron quant à l'interdiction, censée être effective en 2018, des smartphones aux collégiens.

Ces derniers le reconnaissent : identifier le harcèlement ne va pas de soi. « En 3^e, les garçons avaient un jeu, racontent Luna et Sarah. Ils s'amusaient à caresser les cuisses des filles

sous les tables, et à comparer leur érection. Très vite, ils se sont mis à montrer leur sexe. » Dans leur collège du Val-d'Oise, cela se sait ; personne n'intervient pour autant, racontent les jeunes filles, aujourd'hui lycéennes. Des surveillants finissent par « mettre les choses au clair ». Le « concours » s'arrête quelque temps ; puis il reprend. « A l'époque, assure Luna, on ne savait pas faire la différence entre harcèlement, agression et viol. Je ne suis même pas sûre qu'on sache le faire aujourd'hui. »

Il faut « du recul », « de la maturité », pour briser les tabous, racontent les infirmières, souvent en première ligne face au mal-être adolescent. « Il ne faut pas croire que les élèves débloquent à l'infirmerie et se livrent facilement », explique Brigitte Accart, du Syndicat national des infirmiers éducateurs de santé. Souvent, ça s'est passé en dehors des cours, en soirée ou sur Internet. Souvent aussi, ce n'est pas la victime qui vient, mais une amie... Autre cas de figure : « Quand on voit revenir, un peu trop souvent, une ou un ado avec un mal de ventre, un mal de tête, raconte l'infirmière, on comprend que quelque chose ne va pas, mais mettre des mots sur les maux prend du temps. » Or, ce temps, souvent, les équipes en manquent. Sur le papier, pourtant, en plus de ce que prévoient les programmes, trois séances d'éducation à la sexualité par an sont programmées, « en complément du rôle de premier plan joué par les familles », lit-on dans la circulaire d'application de la loi de 2001. Une pédagogie à deux voix – parents et enseignants – souvent méconnue sur le terrain. Et mal appliquée, a rappelé le Défenseur des droits, Jacques Toubon, dans un rapport remis fin novembre, en défendant la contribution nécessaire de l'école, « dès le plus jeune âge », à « détruire stéréotypes et préjugés ».

Les enseignants font « comme ils peuvent »

« On ploie sous les textes, mais, sur le terrain, on en voit peu la déclinaison », murmure-t-on

parmi les médecins scolaires. Et quand « déclinaison » il y a, celle-ci ne correspond pas toujours aux besoins des jeunes. « On nous tient des propos théoriques, on nous parle des MST, de l'ITVG, des grossesses non désirées... », résumant les élèves. Rien (ou très peu) sur la vie affective, l'amour, le désir... Rien sur la notion de consentement que les pédagogues, aujourd'hui, appellent à transmettre dès l'enfance. « Parler de sexualité en milieu scolaire n'est plus tout à fait le tabou d'il y a trente ans, nuance Brigitte Accart, infirmière. Mais l'école reste le reflet de la société : elle peut, ici, être à la pointe des questions, là être tentée de fermer les yeux. » Une école jamais à l'abri des polémiques, comme le montre celle, récurrente, sur la « théorie du genre ».

Les enseignants, eux, ont le sentiment de faire « comme ils peuvent », sans préparation adéquate. « On nous forme à la sécurité sur le Web, on nous demande de transmettre aux élèves les bons réflexes, savoir protéger son mot de passe, savoir sécuriser ses données », raconte Marc Arends, professeur d'anglais à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). Mais le harcèlement sexuel, c'est un non-sujet. » Un sentiment partagé par Fazia Bensaadi. « On n'a jamais abordé la question en formation, regrette l'enseignante en histoire-géo. Je pense qu'on commence, aujourd'hui, à tiquer sur tout un spectre de violences qu'on banalisait avant. Et comme c'est nouveau, on ne sait pas trop comment y faire face. » Pour une « main aux fesses », raconte la jeune prof, un élève sera dans telle classe durement sanctionné, quand, dans telle autre, il verra l'enseignant ravalé un sourire... Et de s'interroger : « Sans harmonisation des réactions dans le monde adulte, peut-on s'étonner que les plus jeunes ne sachent pas où poser le curseur ? » ■

MATTEA BATTAGLIA
ET SOFIA FISCHER

« PARLER DE
SEXUALITÉ ICI N'EST
PLUS TOUT À FAIT
LE TABOU D'IL Y A
TRENTE ANS. MAIS
L'ÉCOLE RESTE
LE REFLET DE LA
SOCIÉTÉ : ELLE PEUT
ICI ÊTRE À LA POINTE
DES QUESTIONS
ET LÀ TENTÉE DE
FERMER LES YEUX »

BRIGITTE ACCART
infirmière



SÉVERIN MILLET